

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1901.

Budget de la Chambre pour l'exercice 1902, et comptes de l'exercice 1900.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE COMPTABILITÉ ⁽¹⁾, PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

Conformément au Règlement, la Commission de comptabilité a procédé à la vérification des comptes de l'exercice 1900, qui ont été trouvés parfaitement réguliers.

La Commission vous propose d'approuver ces comptes qui soldent par fr. 4 76 d'excédent.

La Commission a procédé ensuite à l'examen du Budget pour 1902.

Le crédit relatif au libre parcours des représentants a donné lieu à une discussion intéressante.

Quelques membres de la Commission ont reproduit la proposition d'étendre le libre parcours, dont jouissent les représentants, depuis leur domicile jusqu'à Bruxelles, à tout le réseau des chemins de fer de la Belgique.

A l'appui de cette proposition, ils invoquaient les raisons suivantes :

1° Qu'un membre de la Chambre étant le représentant, non pas d'un arrondissement exclusivement, mais de tout le pays, il devait, pour remplir

(1) La Commission de comptabilité est composée de MM. HEYSEN, *président*, LE PAIGE, DE BROWN DE TIÈGE, VAN DER LINDEN, DALLEMAGNE, FURNÉMONT, DESMAISIÈRES, VAN LIMBURG-STIRUM, WAROCQUÉ.

des fonctions, pouvoir se transporter, sans frais, en tout point du pays où les intérêts de la nation pouvaient donner lieu à une étude ou à un contrôle ;

2° Le régime actuel permettant aux représentants de faire changer leur libre parcours à chaque changement de résidence, même pendant les vacances parlementaires, peut se prêter à des combinaisons extensives qui, en fait, réalisent à peu près les avantages d'un libre parcours général ;

3° Enfin, on a objecté le libre parcours que se sont attribué les membres du Sénat.

A ces observations, on a répondu :

1° L'attribution d'un libre parcours général a été rejetée par les Chambres lors de la revision constitutionnelle de 1898.

L'article 52 de la Constitution est nettement limitatif.

Il énonce clairement, que le droit du représentant au libre parcours est limité *« du lieu de sa résidence à la ville où se tient la session »*.

Étendre ce droit serait donc une mesure contraire à la Constitution et exigerait au préalable sa modification ;

2° Le parcours limité a été accordé dans le but de mettre tous les membres de la Chambre sur un même pied d'égalité, de façon à ne pas rendre, aux représentants provinciaux éloignés, l'accomplissement de leur mandat, plus onéreux qu'à ceux qui habitent Bruxelles ou les environs ;

3° Le droit des membres de la Chambre de se faire transporter sans frais sur tous les points du pays, s'il était reconnu, entraînerait logiquement celui de se faire défrayer de toutes autres dépenses, mesures aussi impopulaires les unes que les autres, car il n'appartient pas aux contrôleurs des dépenses publiques de s'octroyer des privilèges. Et c'est précisément pour subvenir aux frais de voyage que leurs fonctions leur imposent, que la Constitution a attribué à chaque représentant, non pas un traitement, mais seulement *une indemnité annuelle de 4,000 francs* ;

4° On a objecté le parcours gratuit accordé aux sénateurs, mais il y a lieu d'observer d'abord que les sénateurs accomplissent leur mandat gratuitement. En second lieu, que leur parcours gratuit est limité, comme celui des représentants, au parcours entre leur résidence et Bruxelles. On y a ajouté facultativement le parcours entre leur résidence et les chefs-lieux des arrondissements qu'ils représentent ;

5° Il faut reconnaître que dans l'interprétation de l'article 5, concernant le libre parcours, il y aurait à combler certaines lacunes concernant la fixation de la résidence et surtout les changements temporaires de résidences pour les villégiatures et les voyages pendant les vacances parlementaires.

En présence de ces considérations, la proposition d'accorder un libre parcours général à tous les membres de la Chambre a été rejetée par 4 voix contre 3 et 1 abstention.

La Commission vous propose d'adopter le Budget pour 1902, qui s'élève à 1,033,776 francs.

Les membres de la Commission de comptabilité ont adressé des félicitations au Bureau et à la Questure de la Chambre pour le soin qu'ils ont apporté à l'amélioration et à l'entretien des divers locaux ainsi qu'à la bonne tenue de tous les services de la Chambre.

Le Rapporteur,
JULES DALLEMAGNE.

Le Président,
W. HEYNEN.

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 1902.

ARTICLES.	LITTÉRAS.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS ALLOUÉS pour 1901.		CRÉDITS PROPOSÉS pour 1902.		Observations.
			Ordinaires.	Ex- traordinaires.	Ordinaires.	Ex- traordinaires.	
Unique.	A	Indemnité des Représentants . . .	608,000	"	608,000	"	(1) Augmentation votée par le Bureau, le 7 novembre dernier, en vertu de la disposition réglementaire suivante : « Le traitement des fonctionnaires et employés méritants âgés de plus de 30 ans, comptant plus de 25 années de service à l'État et qui ont joui, pendant au moins 5 ans, du traitement maximum de leur grade, pourra être augmenté d'un cinquième. »
	B	Traitement du greffier	10,000	"	(1) 12,000	"	
	C ¹	Traitement du personnel du service sténographique	65,800	"	62,700	"	
	C ²	Compte rendu analytique français : traitements . . . fr. 24,500	58,000	"	62,250	"	
		Compte rendu analytique flamand : traitements et traductions 57,750					
		fr. 62,250					
	D	Traitement du personnel du Greffe, de la Bibliothèque et de la Questure	34,450	"	40,100	"	
	E	Traitement du personnel des huissiers, hommes de service, concierges, mécaniciens, gens de peine, etc.	64,290	"	65,326	"	
	F	Achat de livres et de documents utiles aux travaux de la Chambre; abonnements aux journaux et revues; traductions; reliures. .	15,000	"	15,000	"	
	G	Impressions pour le service de la Chambre	65,000	"	65,000	"	
H	Fournitures de bureau, chauffage, éclairage, ameublement, entretien des bâtiments, menues dépenses et dépenses imprévues.	91,000	"	91,000	"		
I	Indemnités annuelles aux parents des victimes de l'incendie du Palais de la Nation, à un ancien chef de bureau, à d'anciens huissiers, à des veuves et aux enfants d'anciens employés de la Chambre	5,600	"	6,400	"		
J	Libre parcours des Représentants. (Les crédits restant disponibles pourront être transférés d'un littéra à l'autre de l'article unique du Budget. La Questure rendra compte des transferts à la Commission de comptabilité.)	8,000	"	8,000	"		
TOTAL			1,023,140	"	1,033,776	"	
			1,023,140	"	1,033,776	"	

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 DECEMBER 1901.

Begrooting der Kamer voor het dienstjaar 1902 en rekeningen over het dienstjaar 1900.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR REKENPLICHTIG BEHEER ⁽¹⁾ UITGEBRACHT DOO
DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de Verordening, onderzocht de Commissie voor rekenplichtig beheer de rekeningen over het dienstjaar 1900. Deze werden volkomen in regel bevonden.

De Commissie vraagt u om goedkeuring van die rekeningen, welke een batig slot van fr. 4.76 opleveren.

Vervolgens onderzocht de Commissie de Begrooting voor 1902.

Over het krediet voor het vrije spoorwegverkeer der volksvertegenwoordigers werd eene belangwekkende beraadslaging gevoerd.

Enkele leden der Commissie hernieuwden het voorstel om het vrij verkeer, dat de volksvertegenwoordigers van hunne woonplaats tot Brussel genieten, uit te strekken tot gansch het Belgisch spoorwegnet.

Tot staving van dit voorstel, beriepen zij zich hierop :

1° Dat een lid der Kamer niet uitsluitend de vertegenwoordiger is van een arrondissement, maar wel van gansch het land, en zich, om zijn ambt

(1) De Commissie voor rekenplichtig beheer bestaat uit de heeren HEYNEN, voorzitter, LE PAIGE, DE BROWNE DE TIEGE, VAN DER LINDEN, DALLEMAGNE, FURNÉMONT, DESMAISIÈRES, VAN LIMBURG-STIRUM, WAROCQUÉ.

te vervullen, kosteloos moet kunnen begeven naar ieder punt des lands, waar 's volks belang aanleiding kan geven tot studie of nazicht;

2° Dat het bestaande stelsel, hetwelk de vertegenwoordigers veroorlooft hun vrij verkeer te doen veranderen bij iedere verandering van verblijfplaats, zelfs in den vacantielijd, kan aanleiding geven tot uitgebreide berekeningen, die feitelijk nagenoeg de voordeelen van algemeen vrij verkeer opleveren;

3° Ten slotte beriep men zich op het vrij verkeer, dat de leden van den Senaat zich toekenden.

Op die bedenkingen werd geantwoord :

1° Het toekennen van algemeen vrij verkeer werd, tijdens de grondwetsherziening in 1898 door de Kamers verworpen.

Artikel 32 der Grondwet is duidelijk beperkend.

Het zegt stellig dat het recht van den volksvertegenwoordiger op vrij verkeer beperkt is « *van zijne verblijfplaats tot de stad waar de zitting wordt gehouden* ».

Dus ware 't in strijd met de Grondwet, dit recht uit te breiden en zou het voorafgaandelijk eene wijziging der Grondwet vergen;

2° Beperkt verkeer werd toegestaan om al de leden der Kamer op gelijken voet te plaatsen, derwijze dat het voor de vertegenwoordigers uit afgelegen provinciën niet duurder kost hun mandaat te vervullen, dan voor hen die Brussel of dezes omstreken bewonen;

3° Het recht voor de leden der Kamer om zich kosteloos naar al de punten des lands te doen vervoeren zou, werd het erkend, redelijkerwijs medebrengen dat ze worden vrijgehouden van alle andere kosten : die maatregelen zijn alle evenmin volksgeliefd, want zij die de openbare uitgaven nazien, hoeven zich geene voorrechten toe te kennen. En juist om de reiskosten te bestrijden, hun door hun ambt opgelegd, kende de Grondwet iederen vertegenwoordiger niet eene jaarwedde toe, doch enkel *eene jaarlijksche vergoeding van 4,000 frank*;

4° Hiertegen werd ingebracht dat de senatoren vrij verkeer genieten; doch eerst en vooral dient aangemerkt dat de senatoren hun mandaat kosteloos waarnemen; in de tweede plaats, dat hun vrij verkeer, evenals dit der volksvertegenwoordigers, beperkt is tusschen hunne verblijfplaats en Brussel. Daaraan werd facultatief toegevoegd het vrij verkeer tusschen hunne verblijfplaats en de hoofdplaats der door hen vertegenwoordigde arrondissementen;

5° Het dient erkend, dat voor het uitleggen van artikel 3 over vrij verkeer, zekere leemten zouden hoeven aangevuld, wat betreft het bepalen van de verblijfplaats en vooral de tijdelijke veranderingen van verblijfplaats, voor 't verblijf in landhuizen en reizen gedurende den vacantielijd.

Ten gevolge van die bedenkingen, werd het voorstel om algemeen vrij verkeer aan al de leden der Kamer te verleen, verworpen met 4 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

De Commissie stelt u voor, de Begrooting voor 1902, ten bedrage van 1,033,776 frank, goed te keuren.

De leden der Commissie voor rekenplichtig beheer brachten gelukwensen uit aan het Bureel en de Quaestuur der Kamer, wegens de zorg, door hen besteed aan 't verbeteren en onderhouden der verschiltende lokalen, alsmede voor de goede verzorging van al de diensten der Kamer.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
W. HEYNEN.

ONTWERP VAN BEGROOTING VOOR HET DIENSTJAAR 1902.

ARTIKEL.	LITTERA.	AARD DER UITGAVEN.	TOEGEKEND KREDIETEN voor 1901.		TOEGESTELD KREDIETEN voor 1902.		Aanmerkingen.
			Gewoon.	Buitengewoon.	Gewoon.	Buitengewoon.	
Eenig.	A	Vergoeding aan de Volksvertegenwoordigers	608,000	.	608,000	.	(1) Verhooging, door het Bureel den 7 ^{en} November laatstleden toegelaten, krachtens onderstaande reglementsbepaling : « De jaarwedde van verdienstelijke ambtenaren en beambten boven 50 jaar, die meer dan 25 jaar Staatsdienst tellen en ten minste 5 jaar de hoogste jaarwedde van hunnen graad genoten, kan met een vijfde worden verhoogd. »
	B	Jaarwedde van den griffier. . .	10,000	.	(1) 12,000	.	
	C ¹	Jaarwedde van 't personeel van den snelschrijversdienst . . .	65,800	.	62,700	.	
	C ²	Compte rendu analytique : jaarwedde . . . fr. 24,500	58,000	.	62,250	.	
		Beknopt verslag : jaarwedde en vertaling 37,750					
		fr. 62,250					
	D	Jaarwedde van 't personeel der Griffie, der Bibliotheek en der Quaestuur.	34,450	.	40,100	.	
	E	Jaarwedde van 't personeel der deurwaarders, dienstlieden, huisbewaarders, mecaniciens, arbeiders, enz.	64,200	.	65,326	.	
	F	Aankoop van boeken en oorkonden, dienstig voor de werkzaamheden der Kamer; inschrijving op dagbladen en tijdschriften; vertaling; inbinden van boeken	15,000	.	15,000	.	
	G	Drukwerk voor den dienst der Kamer	63,000	.	63,000	.	
	H	Kantoorbehoefden, vuur en licht, meubelen, onderhoud der gebouwen, geringe uitgaven en onvoorziene uitgaven	91,000	.	91,000	.	
	I	Jaarlijksche vergoeding aan bloedverwanten der slachtoffers van den brand van 't Paleis der Natie, aan een gewezen bureelhoofd, aan gewezen deurwaarders, aan weduwen en kinderen van gewezen beambten der Kamer	5,600	.	6,400	.	
	J	Vrij verkeer voor de Volksvertegenwoordigers.	8,000	.	8,000	.	
(De beschikbaar blijvende kredieten mogen overgedragen worden van de eene naar de andere littera van het eenig artikel der Begroting. De Quaestuur heeft aan de Commissie voor rekenplichtig beheer rekenschap van de overdrachten.)							
TE ZAMEN.			1,023,140	.	1,053,776	.	
			1,023,140	.	1,053,776	.	